

la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes faisant appel à de telles armes. Nous espérons de tout coeur que la communauté internationale pourra éviter la mise au point et la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et conclure des accords efficaces à cette fin. Il nous est toutefois difficile de prévoir les mesures ou les accords qui seraient les plus appropriés et comment l'on pourrait contrôler adéquatement le respect de ces accords tant que nous n'aurons pas une idée précise du type d'armes ou de systèmes d'armes en cause. Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que les États dotés d'armes nucléaires disposent déjà d'armes d'une capacité de destruction horribifique et que les efforts visant à limiter et à réduire les armes existantes devraient avoir la priorité.

Tout en reconnaissant le danger prédominant des armes nucléaires pour la communauté internationale entière et en s'efforçant d'éviter la mise au point d'autres armes de destruction massive, il ne faut pas oublier les conséquences tragiques du recours aux armes classiques au cours des trente dernières années. Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer dans l'introduction à son rapport de 1975 sur les activités des Nations Unies, les dépenses mondiales au titre des armements atteignent presque 300 milliards de dollars par année. La majeure partie de ces fonds est consacrée aux armes classiques. Tant les pays développés que les pays en développement se dotent d'armes dont le nombre et le raffinement ne cessent de croître.

Nombreux sont ceux qui ont exprimé devant cette Assemblée les préoccupations que leur inspire l'accroissement constant des dépenses militaires. L'an dernier, un rapport d'experts sur la réduction des budgets militaires a été déposé devant l'Assemblée. Il constitue un examen utile des difficultés qu'il y a, sur les plans techniques et conceptuels, à mesurer les dépenses militaires, mais il ne s'agit que d'un examen préliminaire d'une question complexe. Une suggestion faite à la CCD pour que des experts entreprennent, sous ses auspices, un examen complet des définitions et des concepts en cause, nous paraît intéressante.

Pendant que l'on continue d'étudier les possibilités de réduction des armements qu'offre l'approche budgétaire, les États doivent poursuivre l'approche plus classique de contrôle des armements et chercher à limiter et à réduire le niveau des forces militaires. Cette approche soulève des problèmes complexes, mais il importe que, là où la situation politique s'y prête, l'on continue de déployer, sur le plan régional, des efforts pour réduire ou au moins contenir le niveau de l'affrontement militaire. Nous espérons que la conclusion récente de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe renforcera non seulement la détente en Europe, mais fera